



Mairie de Blaye (33390)

EXTRAIT DU PROCES VERBAL DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille dix sept le 12 décembre, le Conseil Municipal de la Commune de Blaye étant assemblé en session ordinaire, salle du conseil municipal, après convocation légale en date du 6 décembre 2017, sous la présidence de Monsieur Denis BALDES Maire de Blaye.

Etaient présents :

M. BALDES, Maire.

M. RIMARK, M. CARREAU, Mme SARRAUTE, M. WINTERSHEIM, Mme MERCHADOU, M. LORIAUD, Mme HIMPENS, Adjoint, Mme MARECHAL, Mme DUBOURG, M. GEDON, M. CASTETS, Mme QUERAL, M. INOCENCIO, Mme BERTHIOT, M. MONMARCHON, Mme BAYLE, M. GABARD, Mme HOLGADO, Conseillers Municipaux.

Etaient excusés et représentés par pouvoir:

Mme BAUDERE à Mme HIMPENS, M. VERDIER à M. BALDES, M. ELIAS à M. GEDON, M. SABOURAUD à Mme SARRAUTE, M. CAVALEIRO à Mme MARECHAL, Mme LUCKHAUS à M. RIMARK, M. BODIN à Mme QUERAL

Etait excusée:

Mme LANDAIS

Conformément à l'article L - 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, Mme DUBOURG est élue secrétaire de séance, et ceci à l'unanimité des membres présents.

Conseillers en exercice : 27

Conseillers présents : 19

Conseillers votants : 26

Pour : 26

Contre : 0

Abstention : 0

14 – MISE EN PLACE DU RÉGIME INDEMNITAIRE TENANT COMPTE DES FONCTIONS, DES SUJÉTIONS, DE L'EXPERTISE ET DE L'ENGAGEMENT PROFESSIONNEL - (RIFSEEP)

Le Conseil Municipal délibère à l'unanimité

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires et notamment l'article 20 ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et notamment les articles 87, 88 et 136 ;

Vu le décret n° 91-875 du 6 septembre 1991 modifié pris pour l'application du premier alinéa de l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984 ;

Vu le décret n° 2010-997 du 26 août 2010 relatif au régime de maintien des primes et indemnités des agents publics de l'État et des magistrats de l'ordre judiciaire dans certaines situations de congés ;

Vu le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 modifié portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'État (RIFSEEP) ;

Vu l'arrêté ministériel du 27 août 2015 pris pour l'application de l'article 5 du décret n° 2014-513 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'État ;

Vu l'arrêté ministériel du 27 décembre 2016 pris en application de l'article 7 du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'État ;

Vu les divers arrêtés relatifs à la détermination des plafonds applicables ;

Vu l'avis favorable du Comité Technique en date du 28 novembre 2017 relatif à la mise en place des critères professionnels liés aux fonctions et à la prise en compte de l'expérience professionnelle en vue de l'application du RIFSEEP aux agents de la collectivité ;

Considérant qu'il appartient au Conseil Municipal de fixer la nature, les plafonds et les conditions d'attribution des primes et indemnités ;

Le RIFSEEP est composé de l'IFSE (Indemnités de fonctions, de sujétions et d'expertise) et du CIA (Complément indemnitaire annuel).

Il est demandé au Conseil Municipal d'adopter le nouveau régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel à compter du 1er janvier 2018 selon les modalités ci-après :

ARTICLE 1 – BÉNÉFICIAIRES

Bénéficient du régime indemnitaire les fonctionnaires titulaires et stagiaires à temps complet, temps non complet ou à temps partiel en position d'activité.

Sont concernés, les agents relevant des cadres d'emplois suivants : attachés, rédacteurs, adjoints administratifs, adjoints techniques, agents de maîtrise, adjoints du patrimoine, éducateurs des APS (Activités Physiques et Sportives), opérateurs des APS et ATSEM.

ARTICLE 2 – MISE EN PLACE DE L'IFSE

• LE PRINCIPE

L'IFSE a pour objet de valoriser l'exercice des fonctions et repose sur la nature des fonctions exercées par les agents ainsi que sur la prise en compte de l'expérience professionnelle.

• LA DÉTERMINATION DES GROUPES DE FONCTIONS ET DES MONTANTS MAXIMA DE L'IFSE

Le montant de l'IFSE est fixé selon le niveau de responsabilité et d'expertise requis dans l'exercice des fonctions occupées par les agents relevant d'un même cadre d'emplois.

Chaque cadre d'emplois est réparti en différents groupes de fonctions selon les critères professionnels suivants :

- 1. Fonctions d'encadrement, de coordination, de pilotage ou de conception :**
 - Niveau d'encadrement dans la hiérarchie ;
 - Responsabilité de projet ou d'opération ;
- 2. Technicité, expertise, expérience ou qualification nécessaire à l'exercice des fonctions, et notamment :**
 - Complexité des missions (exécutions, interprétations, arbitrages et décisions) ;
 - Difficulté (exécution simple ou interprétation) ;
 - Simultanéité des tâches, des dossiers, des projets ;
- 3. Sujétions particulières ou degré d'exposition du poste au regard de son environnement professionnel :**
 - Risques d'accident ;
 - Responsabilité financière ;
 - Responsabilité juridique ;
 - Effort physique ;
 - Contact avec des publics difficiles ;
 - Actualisation des connaissances.
- 4. Critère complémentaire valorisant l'expérience professionnel :**
 - Capacité à exploiter l'expérience acquise, montée en compétence (savoirs techniques...)

À chaque groupe de fonctions correspond les montants plafonds figurant dans l'article 3 de la présente délibération.

Ces montants sont établis pour un agent exerçant ses fonctions à temps complet. Ils sont réduits au prorata de la durée effective de travail pour les agents exerçant leurs fonctions à temps partiel ou occupant un emploi à temps non complet.

• ATTRIBUTION INDIVIDUELLE DE L'IFSE

L'attribution individuelle de l'IFSE est décidée par l'autorité territoriale.

Au regard de sa fiche de poste, l'autorité territoriale procède au rattachement de l'agent à un groupe de fonctions selon l'emploi qu'il occupe conformément à la répartition des groupes de fonctions pour chaque cadre d'emplois définie par la présente délibération.

Sur la base de ce rattachement, l'autorité territoriale attribue individuellement l'IFSE à chaque agent dans la limite du plafond individuel annuel figurant dans l'article 3 de la présente délibération.

Le montant individuel d'IFSE attribué à chaque agent fera l'objet d'un réexamen :

- En cas de changement de fonctions ;
- En cas de changement de grade suite à promotion ;
- Au moins tous les 4 ans à défaut de changement de fonctions ou de grade et au vu de l'expérience professionnelle acquise par l'agent conformément aux critères figurant dans la présente délibération.

• **PÉRIODICITÉ ET MODALITÉS DE VERSEMENT DE L'IFSE**

L'IFSE est versée selon un rythme **mensuel**.

ARTICLE 3 – DÉTERMINATION DES PLAFONDS

• **Catégories A**

| GROUPES DE FONCTIONS | EMPLOIS (A TITRE INDICATIF) | MONTANT MAXIMUN ANNUEL |
|----------------------|---|------------------------|
| Groupe 1 | <i>Ex : Direction d'une collectivité, secrétariat de mairie</i> | 30 000€ |
| Groupe 2 | <i>Ex : Direction adjointe d'une collectivité, Direction d'un groupe de service, ...</i> | 24 000€ |
| Groupe 3 | <i>Ex : Responsable d'un service, chargé d'études, gestionnaire comptable</i> | 18 000€ |
| Groupe 4 | <i>Ex : Adjoint au responsable de service, expertise, fonction de coordination ou de pilotage, chargé de mission, ...</i> | 15 000€ |

• **Catégories B**

| GROUPES DE FONCTIONS | EMPLOIS (A TITRE INDICATIF) | MONTANT MAXIMUN ANNUEL |
|----------------------|---|------------------------|
| Groupe 1 | <i>Ex : Direction d'une structure, responsable de un ou plusieurs services, secrétariat de mairie, fonctions administratives complexes</i> | 14 400€ |
| Groupe 2 | <i>Ex : Adjoint au responsable de structure, expertise, fonction de coordination ou de pilotage, chargé de mission, fonctions administratives complexes</i> | 8 600€ |
| Groupe 3 | <i>Ex : Encadrement de proximité, expertise, assistant de direction, gestionnaire,...</i> | 6 000€ |

- **Catégories C**

| GROUPES DE FONCTIONS | EMPLOIS (A TITRE INDICATIF) | MONTANT MAXIMUN ANNUEL |
|----------------------|--|------------------------|
| Groupe 1 | <i>Ex : Secrétariat de mairie, responsable de service, ATSEM ayant des responsabilités particulières ou complexes, Encadrement de proximité, sujétions, qualifications, responsable de la sécurité des installations servant aux A.P.S., ...</i> | 11 340€ |
| Groupe 2 | <i>Ex : Adjoint au responsable, horaires atypiques...</i> | 8 500€ |
| Groupe 3 | <i>Ex : chef d'équipe, gestionnaire comptable, marchés publics, assistant de direction, sujétions, qualifications, Agent avec des sujétions particulières</i> | 5 500€ |
| Groupe 4 | <i>Ex : Agent d'exécution, agent d'accueil</i> | 2 500€ |

ARTICLE 4 – LE COMPLEMENT INDEMNITAIRE ANNUEL (CIA)

Le Complément indemnitaire annuel est facultatif. Il ne sera pas mis en place au sein de la mairie de Blaye.

ARTICLE 5 - MODALITÉS DE MAINTIEN OU DE SUPPRESSION DU RIFSEEP

Le régime indemnitaire sera supprimé à compter du 90^{ième} jour d'arrêt dans les 12 derniers mois pour la maladie ordinaire. Il sera supprimé dès le 1^{er} jour pour les congés de longue maladie, longue durée et grave maladie. Les absences consécutives à la maternité et à l'accident de service, maladie professionnelle ou maladie de longue durée contractée en service n'interviennent pas dans le décompte de l'absentéisme (maintien du régime indemnitaire).

ARTICLE 6 - CUMUL

L'IFSE est exclusif de tout autre régime indemnitaire de même nature.

Le RIFSEEP ne pourra se cumuler avec :

- L'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires (IFTS) ;
- L'indemnité d'administration et de technicité (IAT) ;
- L'indemnité d'exercice des missions de préfecture (IEMP).

Il est, en revanche, cumulable avec :

- L'indemnisation des dépenses engagées au titre des fonctions exercées (*frais de déplacement par exemple*) ;
- Les dispositifs compensant les pertes de pouvoir d'achat (exemples : GIPA,...) ;
- La nouvelle bonification indiciaire ;
- Les dispositifs d'intéressement collectif ;
- Les sujétions ponctuelles directement liées à la durée du travail (*heures supplémentaires, astreinte, ...*) ;
- Les avantages collectivement acquis ayant le caractère de complément de rémunération conformément à l'article 111 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée ;
- Certaines indemnités spécifiques attachées à certains emplois (*emplois fonctionnels de direction, travaux insalubres, ...*).

ARTICLE 7 - CLAUSE DE REVALORISATION

Les plafonds de l'IFSE tels que définis dans l'article 3 de la présente délibération seront automatiquement ajustés conformément aux dispositions réglementaires en vigueur applicables aux fonctionnaires d'État.

ARTICLE 8 - MAINTIEN À TITRE INDIVIDUEL

À l'instar de la fonction publique d'État, lors de la première application des dispositions de la présente délibération, le montant indemnitaire mensuel perçu par l'agent au titre du ou des régimes indemnitaires liés aux fonctions exercées ou au grade détenu (*et, le cas échéant, aux résultats, à l'exception de tout versement à caractère exceptionnel*), est conservé au titre de l'IFSE jusqu'à la date du prochain changement de fonctions de l'agent, sans préjudice du réexamen de sa situation au vue de l'expérience acquise.

Les crédits correspondants à l'ensemble des dispositions ci-dessus mentionnées seront inscrits aux budgets principal et annexe camping chapitre 012 article 64118.

La commission n°1 (Finances- Ressources Humaines- Administration Générale Et Associations Diverses) s'est réunie le 4 décembre 2017 et a émis un avis favorable.

Fait et adopté à l'unanimité en séance, les jours, mois et an susdits :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Certifié exécutoire pour avoir été reçu
à la Sous-Préfecture le 14/12/17
Identifiant de télétransmission : 033-21330058500014-
20171212-53827-DE-1-1

Pour le Maire empêché
Monsieur Francis RIMARK

